

DE CHACUN SELON
SES MOYENS
A CHACUN SELON
SES BESOINS

L'EMANCIPATION
DES TRAVAILLEURS
SERA L'ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS
EUX-MEMES

LE COMBAT

SYNDICALISTE

C.N.T. A.I.T.

« Tant qu'il n'y aura point
d'égalité économique et so-
ciale, l'égalité politique sera
un mensonge... »

Michel BAKOUNINE

23 FEVRIER 1967
NUMERO 442
0,50 F. LE NUMERO
39^e ANNEE

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

NOUVELLE SERIE

LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

Pourquoi la C. N. T. ? Est-ce un nouveau syndicat ? Quels avantages peut-elle offrir aux travailleurs par rapport aux centrales dites « représentatives » ? Autant de questions que se posent les travailleurs qui, trop habitués à considérer le syndicat comme une agence ou un cabinet juridique, ont une idée complètement faussée sur le rôle et les possibilités du véritable syndicalisme.

Essayons donc de rétablir la vérité.

Le syndicalisme est né de la nécessité, pour les travailleurs, de mettre sur pied leurs propres organes de défense et de combat contre la société d'exploitation capitaliste.

Dès les premiers congrès ouvriers il fut bien établi que le syndicalisme devait combattre jusqu'à l'abolition des classes et des privilèges. De plus l'action devait se mener en dehors de tous les partis politiques et en opposition avec ceux-ci, afin que la société nouvelle soit l'œuvre des forces productrices et créatrices; associant ainsi harmonieusement les efforts des manœuvres, des techniciens et des savants, orientés constamment vers le progrès et le bien-être collectif.

Ces principes fondamentaux, ardemment préconisés par des syndicalistes comme Griffuelhes, Peloutier ou Pouget au sein de la C. G. T. et abandonnés ensuite par les dirigeants politisés de cette centrale, restent pour la C. N. T. les meilleurs garants de l'émancipation de la classe ouvrière.

La C. N. T., constituée après la libération, en 1946, s'est toujours donnée pour tâche de mettre en garde les travailleurs contre le danger que représente le dévotionnisme dans la lutte syndicale. Elle considère qu'on ne peut remettre en cause le principe de base du syndicalisme authentique déclarant que : **L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.**

Pendant ce temps les centrales dites « représentatives » s'intègrent lentement mais sûrement dans les rouages de l'Etat et du système capitaliste. Le Conseil Economique, le Commissariat au Plan, le Conseil du Marché Commun, l'Organisation Internationale du Travail, C. O. D. E. R., etc., autant d'étapes franchies par les « chefs » pour rompre avec le passé du syndicalisme. Quant aux adhérents fidèles de ces centrales, ils se contentent de suivre des mots d'ordre visant à forcer le dialogue de leurs dirigeants avec le patronat ou l'Etat. Les débrayages d'avertissement, les pétitions, les grèves perlées, partielles, rotatives, tournantes, sont autant de renoncements mis à profit par le capitalisme.

Délimiter à l'avance la durée d'une grève est aussi absurde que de délimiter à l'avance la durée d'un combat. La C. N. T. estime qu'une grève qui n'est pas menée jusqu'au bout n'est pas une grève. Les répétitions de telles erreurs à l'ère de l'automatisme ne font que précipiter les travailleurs dans l'inquiétude du lendemain et épuiser leur combativité.

Face à la menace d'une automatisation uniquement au service des exploitateurs et qui accentue le chômage et les cadences infernales, les masses laborieuses doivent opposer la gestion ouvrière des moyens de production et de distribution. Une réduction importante de la durée du travail, permettant ainsi d'obtenir plus harmonieusement les rapports humains et laisser aux loisirs et à la culture la place qui leur revient.

Mais n'attendez pas que la C. N. T. vous fasse des promesses. Nous n'obtiendrons que ce que nous serons en mesure d'arracher aux privilégiés du système actuel. Aussi nous nous regroupons au sein de la C. N. T. avec la ferme conviction que toutes les initiatives individuelles, fondées en une seule volonté collective, s'affirmeront dans notre lutte pour une émancipation totale du prolétariat.

LE PANIER DE CRABES

Rassurez-vous camarades nous ne parlerons pas des candidats malodorants qui grouillent dans le panier électoral (à propos il faudrait peut-être songer à intensifier les campagnes de dératissage qui ne semblent guère efficaces). Nous ne pouvons manquer de féliciter le camarade André Bergeron (secrétaire général de la C.G.T.-Force Ouvrière) pour la nomination au Conseil d'Administration de l'E.R.A.P. (société de pétrole d'Etat) où il pourra comme beaucoup d'autres « syndicalistes » (?) percevoir des jetons de présence. Il pourra sans nul doute se livrer dans ce lieu de vigoureuse action (nous vous laissons le soin de déterminer le sens du terme) dans l'intérêt des travailleurs (notre plume a failli fourcher, nous allions écrire : des banquets). Si notre camarade Joseph Soriano, secrétaire général de la C.N.T., faisait l'objet d'une telle promotion, il encourrait son exclusion de notre organisation.

Il est vrai que nos bonzes des centrales réformistes siègent déjà dans beaucoup d'autres conseils de ce genre (Conseil économique et social, comités régionaux d'expansion économiques — C.O.D.E.R. —, Commissariat au plan, etc...).

N'allons pas croire que c'est le seul fait des dirigeants. De nombreux militants de base sont prêts à toutes les fourberies pour obtenir un strapontin au Comité d'entreprise. Et il y a pire !

Les Conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale sont élus par les assurés sociaux pour 5 ans. Les dernières élections ont eu lieu à la fin de 1962, le renouvellement des conseils devrait donc se produire à la fin de cette année.

A la Caisse primaire centrale de Sécurité sociale de Paris, nous avons donc un Conseil d'administration composé essentiellement de « syndicalistes » (?) le président est un responsable de l'U.D. C.G.T. de la Seine, le premier vice-président est le secrétaire général de l'Union des syndicats C.G.T.-F.O. de la région parisienne, etc... Lorsque ces gens parlent en qualité de « syndicalistes » (?), ils ont la main sur le cœur et des trésors dans la voix faisant état des misères des travailleurs.

Mais quand ces administrateurs parlent et agissent à ce titre ils deviennent de véritables patrons de combat. Ils parlent chiffres, rentabilité, compression de personnel, rendement, quant aux bas salaires et aux

mauvaises conditions de travail de nos camarades ils s'en foutent.

Or, à la fin de cette année (probablement) outre les administrateurs élus par les assurés, sociaux, le personnel (employés, ouvriers et cadres) sera appelé à élire deux administrateurs (des deux élus actuels sont 1 C.G.T. et 1 C.G.T.-F.O.). Soyons certains que les quatre syndicats réformistes C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. et C.F.T.C. présenteront des candidats.

Le syndicat C.N.T. ne présentera pas de candidats, ni au Comité d'entreprise ni au Conseil d'administration. Nos militants sillonneront les centres et les services de la caisse pour expliquer aux guichetiers, aux comptables, aux dactylos, aux rédacteurs, aux caissiers, aux archivistes, aux ouvriers, aux femmes de ménage, aux cadres, et aux autres catégories de personnel pourquoi nos camarades s'abstiendront de voter.

Au lendemain du scrutin il sera intéressant d'évaluer les chiffres et pourcentage d'abstentionnistes.

Bernard Kervéat, secrétaire de la section C. N. T. de la Caisse de Sécurité sociale de Paris.

SPELLMANN et les soldats du Christ

par HEM DAY

A INSI donc, Mgr Spellmann y a été d'un message bien senti, au cours de la messe de Noël 1966, célébrée en bonne compagnie de 550 officiers et soldats américains.

Il s'est déplacé pour mieux communier avec les leurs professionnels et n'a pas craint, dans cet autel dressé sous une corolle de parachute, de déclarer avec emphase :

« La guerre du Viêt-nam est, je le crois, une guerre pour la défense de la civilisation. »

Ce que cela veut dire, maintes de ses ouailles se le demandent encore, pensant que si Dieu a pu inspirer son allocution, il n'en a guère pesé les termes, l'imagine !

S'il avait eu cette volonté qu'on lui donne, et ce qu'on lui a donné, il aurait dû le conseiller, sinon l'empêcher de prêcher de telles hérésies. Car, vous ne l'ignorez point, et lui non plus, on ne défend pas la civilisation en faisant la guerre.

N'avait-on pas déclaré tout dernièrement, au Concile Vatican II, qu'il ne pouvait y avoir de guerre juste, et moins encore civilisatrice ?

Mais ces parolottes, juste bonnes à jeter de la poudre aux yeux des croyants subjugués par de beaux esprits, sont déjà loin !

On comprendra moins encore ses tirades guerrières, sachant qu'à la même heure à Florence, le pape mettait l'accent sur un tout autre thème, devant une population éprouvée durement par les inondations récentes.

Mais là aussi, le représentant de Dieu sur terre, faisait piètre figure en essayant d'expliquer l'impensable fureur des eaux qui n'épargna rien.

A mon humble avis, ils s'entendent tous pour mieux berner les foules qui, hélas, viennent applaudir leur bourreau.

Dépassant la norme de son métier de prédicateur, Spellmann s'est laissé aller à des sous-entendus bien chrétiens :

« Toute solution autre que la victoire est inconcevable. »

Sans doute, en présence de l'armée faut-il être énergique. Il l'a été au centuple de tout espoir, à tel point qu'il est allé au-delà de la pensée officielle, et qu'il a provoqué aux Nations Unies un sentiment de malaise. Ce n'est pas peu dire pour un Mgr !

Mais voici, pour éclairer le lecteur, un court extrait cueilli dans un journal catholique conservateur en diable :

« Il est certain que nous n'avons pas cherché cette guerre, elle nous a été imposée et nous ne saurions céder à la tyrannie. Comme l'on dit notre Président et notre secrétaire d'Etat, on ne gagne pas une guerre à demi. C'est pourquoi nous prions pour que le courage et le dévouement de nos soldats ne restent pas vains, pour que la victoire nous soit bientôt acquise, cette victoire que nous appelons tous de nos vœux, au Viêt-nam et dans le reste du monde. »

Une fois de plus le cardinal Spellmann, mêlé à la politique d'un Etat, en défend les privilèges et les sient, pas par la même occasion. On retrouve bien là l'Eglise alliée à toutes les réactions, hier Hitler, Mussolini, Pétain ; aujourd'hui encore, Franco et demain tutti quanti.

La prétention du cardinal ne manque pas d'un certain cynisme. Invoquant les chemins de la négociation en les enfermant dans un hermétisme à sens unique, il déclare :

« Ceux qui nous combattent n'ont aucun respect de la vie humaine alors que, pour nous autres Américains, la vie humaine est le bien le plus précieux. En cette veille de Noël, j'ai l'avantage de me trouver parmi vous et de partager ainsi votre lutte. Nous devons gagner de manière à pré-

server ce que nous savons être la civilisation. »

Si la voix de Dieu a inspiré l'auteur de ces lignes, il faut penser que Dieu ne peut être qu'Américain !

Dieu protège tout à tour les armées et les peuples : ici *God mit uns* ; là, Dieu est mon droit ou encore : Dieu protège le roi, ou le czar ; tous assez mal, d'ailleurs.

Mais l'Amérique est le bon Samaritain de toutes les nations, c'est ce que le cardinal Spellmann a voulu démontrer.

Alors à quoi s'agit-il dans cette allocution : d'un prince de l'Eglise qui prêche, ou d'un aumônier militaire des forces de l'armée, qui redonne force et courage aux hommes de guerre ?

Spellmann a choisi. C'est triste sans doute, mais, ce faisant, il nous a révélé le vrai visage de l'Eglise d'hier, d'aujourd'hui et de demain, celle qui entretient l'équivoque, pour mieux miser sur les deux tableaux et rester maître du destin des peuples.

Ce jeu hypocrite nous est trop connu ; nous voulons une fois de plus le dénoncer et ce faisant, nous ne voulons en rien accablér la pensée officielle qui joue sa carte démoniaque, abritée à l'ombre de l'Eglise.

Car au fait, les responsables de la politique américaine n'ont jamais émis de telles prétentions de victoire inconditionnelle. Non, ce qu'ils veulent, ce qu'ils affirment, c'est assurer « la sécurité et l'indépendance du Sud Viêt-nam, face à l'organisation communiste. » Mais le Nord Viêt-nam ne veut guère entendre parler de l'aide de Pékin ; il préfère celle de Moscou. Pékin refuse le passage à travers son territoire du matériel russe, mais d'autre part Pékin vend des tonnes d'acier aux U. S. A. pour établir ses bases aériennes dans le Sud Viêt-nam !

Comprenez qui pourra ! La confusion bat son plein en politique comme en religion. Et dans tout cela Washington ne désavouera point l'allocution belliqueuse du cardinal. Si ce dernier s'est mis en porte à faux, on laissera passer le mauvais quart d'heure. C'est plus politique !

N'empêche qu'aux Nations Unies un sentiment de malaise ne cesse de se développer, malaise et incompréhension. Les délégués sont des croyants, ne l'oublions pas. Alors, tout s'arrangera...

Tout cela n'est, en définitive, qu'une vaste comédie orchestrée pour la plus grande des ambitions militaires, des fournisseurs d'armes et de matériel de guerre.

ELECTIVITE

DANS ma vie je n'ai voté qu'une fois. Une seule fois ! J'avais alors 27 ans et je venais d'être démobilisé. Heureux d'être débarrassé de cet exécrable uniforme militaire, et bête ment fier, je dois l'avouer, d'avoir fait partie de cette héroïque cohorte de « *Proches du Général* » qui sauva la « Patrie » de la « Dérive », la « Civilisation » et que sais-je encore !

Du moins nous le disaient-ils à satiété : dans la presse, dans les discours officiels et officieux, dans les déclarations des candidats, et dans toutes les occasions propices à exalter l'orgueil et le chauvinisme de tout un chacun. Nous avions des « Droits sur eux » clamaient volontiers les vieux birbes qui tenaient les leviers de commande, et qui tenaient à les garder, fichtre !

Mais nous avions aussi des « Devoirs », dont les moindres n'étaient pas de voter pour eux, d'abord, et ensuite de nous mettre au travail afin de relever le pays exangue. Et aussi de faire des enfants, afin de combler les vides causés par les terribles hécatombes de ces cinq dernières années.

Nous votâmes donc, avec entrain, et aussi avec la ferme volonté qu'il fallait que ça change, c'est-à-dire qu'il fallait que jamais, plus jamais, on ne puisse revoir cela. Le résultat fut cette lamentable « Chambre bleu horizon ». Laquelle s'empressa de nous doter d'un gouvernement où se retrouvaient la plupart des vieux politiciens responsables du cauchemar que le monde entier venait de vivre, accompagnés de quelques jeunes requins aux dents longues, nantis de toute l'ambition et le manque de scrupules inhérents à l'emploi.

Nous voulions, le pays tout entier voulait que ça change, tous les peuples du monde entier voulaient que ça change ! Hélas, rien ne changea, ni en France, ni ailleurs, ni même en Russie, où la Révolution d'Octobre paraissait pourtant devoir instaurer une société nouvelle, basée sur l'égalité et la fraternité des citoyens entre eux.

Dès lors je fus convaincu que mon bulletin de vote, que les millions de bulletins de vote n'avaient eu d'autre utilité que celle de donner aux « Peuples souverains » l'illusion qu'ils l'étaient vraiment, souverains !

A ce sujet, un phénomène assez bizarre est à signaler : La plupart des candidats qui se présentent au scrutin, si on les interroge à ce sujet, répondent fièrement qu'ils ne sont pas dupes, et qu'ils ont compris !

Qu'ils ont compris, c'est-à-dire qu'ils sont convaincus que voter pour Jean, Pierre ou Paul, cela revient au même, et que les trois se valent !

Qu'ils ont compris, c'est-à-dire qu'on ne les y reprendra plus, à jouer la petite comédie de l'isoloir !

Qu'ils ont compris, c'est-à-dire que le dimanche matin est beaucoup mieux apprécié à la campagne, ou encore sur les bords d'une rivière poissonneuse, qu'à l'intérieur d'un préau d'école décoré d'urnes et de cartes de géographie !

Eh oui ! ils ont compris, ces individus formant le peuple souverain ! Mais, apparemment, le peuple souverain, lui, n'a pas compris, car c'est en masse, dans sa presque totalité qu'il se précipite aux urnes ! Et plutôt deux fois qu'une, car presque toujours il y a ballottage !

Alors ?

Il est un aspect nouveau et assez inattendu de ces élections prochaines qui apparaît insolite à beaucoup. C'est le côté publicité, le côté propagande. Nouveau et inattendu par son style et surtout par son ampleur !

Car, bien sûr, les candidats de tous jours n'ont pas hésité à nous faire connaître, par voie d'affiches et leurs programmes et leurs *curriculum vitae*. Mais, peu ou prou, chacun se débrouillait, et cela ne dépassait pas le stade artisanal.

De plus les frais inhérents à l'impression et la pose de ces affiches, ainsi que les voyages et réunions de propagande étaient réglés soit par les candidats eux-mêmes, soit par les partis politiques ou les groupes financiers auxquels ils appartenaient.

1967 doit être une année de lutte contre toutes les mauvaises politiques, tant de droite que de gauche ; mais elle doit être aussi marquée par la relance, dans chaque métier, de syndicats révolutionnaires.

L'anarcho-syndicalisme vous attend, gens de mer ; créez un syndicat C. N. T. et tous ensemble poursuivons, en Bretagne, en Vendée et ailleurs la lutte pour la vie et le bonheur de nos foyers.

Y. M. BIGET

LE LOCK-OUT DU PORT DE MARSEILLE EST LEVE

L'issue, momentanée, du conflit, après 23 jours a été celle qu'on prévoyait.

La C.G.T., comme par le passé, a refusé l'épreuve de force et la section syndicale du port, après avoir demandé à cors et à cris, la levée du lock-out, a conseillé la reprise du travail dans une assemblée houleuse où étaient réunis tous les travailleurs du port.

La veille une réunion s'était tenue à la préfecture. S'y étaient rencontrés les représentants patronaux et les syndicats. Les prétentions patronales étaient simples : le lock-out se serait levé si le travail était repris comme avant le 2 janvier, date à laquelle les dockers avaient commencé l'action jusqu'à l'acceptation en commissions paritaires de nouvelles conventions collectives, c'est-à-dire qu'il fallait revoir au point de départ, après 23 jours de fermeture du port, recommencer à travailler le dimanche, la nuit et faire les heures supplémentaires.

La C.G.T. a accepté, elle a baissé pavillon devant les menaces patronales.

Une catastrophe comparable à celle de 1950 a été évitée de justesse.

L'accord C.G.T.-Patronat, depuis longtemps préparé, stipule la discussion dans un avenir proche des con-

ventions collectives des agents de maîtrise. Nous parlons, dans notre précédent article du « bel esprit hiérarchique de la C.G.T. dans sa défense du prolétariat ». Et si les dockers n'avaient pas accepté, le lock-out aurait continué, la C.G.T. bélerait toujours...

On voit la faiblesse de cette organisation mastodontique, incapable de contre-attaquer lors d'une offensive patronale.

La « Marseillaise » du 20-1-1967, organe du parti communiste titrait : « Levez le lock-out et nous reprendrons le travail normal ». Rien ne pouvait mieux encourager les accoriers à accentuer leur action.

La seule initiative syndicale a été d'envoyer des délégations, soit à la Mairie, soit au Préfet, soit au Ministère de l'Equipement et... même à l'archevêque de Marseille. Naturellement, ça n'a rien donné.

Et, à l'échelle confédérale, qu'à fait la C.G.T. ? Ne pouvait-elle pas aider pécuniairement les dockers de Marseille, engager une action de solidarité qui dépassant de vagues quêtes dans la rue ?

La Fédération nationale des ports et docks de France-C.G.T., s'est réunie deux fois avec les délégués de Marseille, le Comité confédéral national de la C.G.T. s'est aussi réuni. Aucune décision positive n'a été prise, aucune forme d'action concrète en quoi que ce soit engagée.

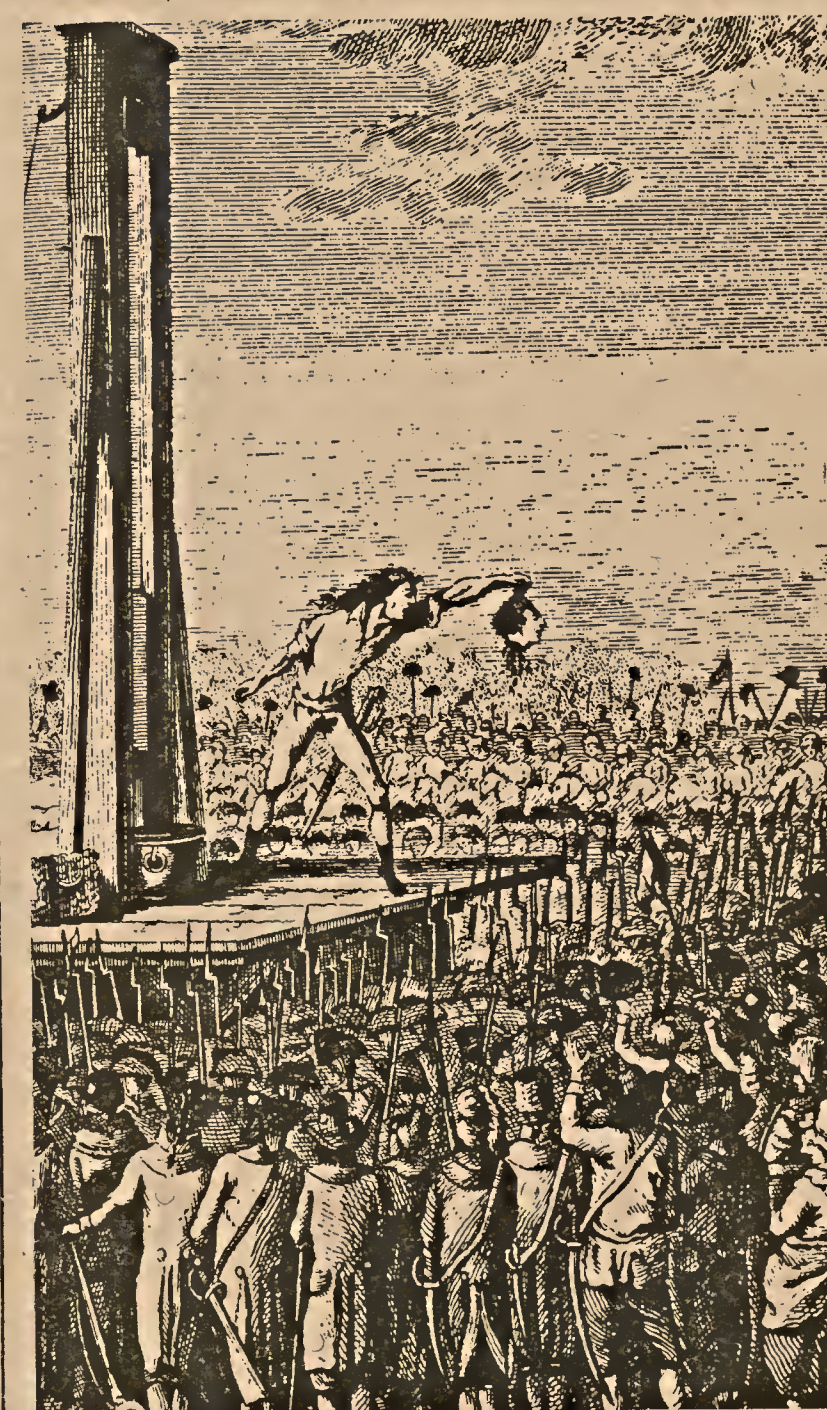
Les dockers pouvaient-ils, vaincre seuls et isolés ? Au moment d'agir, dans une situation donnée où est-elle cette grande et fameuse C.G.T. ? N'existent-elles que pour faire guéguer « la gauche au pouvoir », faire casser la figure aux minorités révolutionnaires et présenter, aux élections syndicales, des listes de délégués ? Quoi qu'en disent les démagogues, les dockers marseillais ne sont pas vaincus. Donc, ils sont vaincus. Et, si grâce à la vigueur de l'action qu'ils ont déclenchée, le mouvement n'a pas dégénéré en catastrophe, il n'a pu que créer de nouvelles déceptions.

Les « grandes » organisations syndicales ont été incapables de faire quoi que ce soit, si ce n'est un tout petit peu de bruit. Telle est la leçon première qu'il faut tirer de ce mouvement.

Sur un plan plus général, il faut constater que, face à une lutte ouvrière, le patronat a de plus en plus recours au lock-out. Voir actuellement les usines Dassault, voir le port de Marseille, ce qui permet de tirer une certaine expérience.

(Suite page 2.)

(Suite page 2.)



1789. — La liberté et la justice étaient exigées sans bulletin de vote.

El movimiento de protesta en España. Los estudiantes franceses se solidarizan con sus colegas españoles. Detención arbitraria del presidente de la Unión de Estudiantes Franceses. La repulsa del mundo libre a la supervivencia nazi-fascista en España

El día 11 de febrero, aniversario de la primera República española (pura coincidencia), los estudiantes declararon la huelga general en todas las Universidades del país para significar su disgusto por la insensibilidad totalitaria de un gobierno que mira a la Universidad desde lo alto de su ignorancia y de su orgullo, no concediendo a los universitarios (a los educandos y al claustro) los derechos civiles y de libertad indiscutibles y comunes en todas las Universidades del mundo, exceptuada España.

Dicha huelga debía ser ilimitada, mas la mayoría estudiantil madrileña, por lo tanto bien orientada, estimó, en votación, que una demostración de 24 horas era suficiente. El paro de clases fue general en todas las ciudades universitarias del país, especialmente en Barcelona, donde el estudiantado forma bloque indestructible.

LOS MEDICOS DE BARCELONA INTERVIENEN

Ciento cincuenta y ocho médicos de Barcelona han circulado un manifiesto en el que exponen su preocupación por la persecución que sufren los estudiantes partidarios de la democracia universitaria y política. En el documento indican al rector de la doctora institución que la anulación de las sanciones infligidas a directivos estudiantiles sería una medida saludable. Al propio tiempo manifiestan su contrariedad por el hecho de que una verdadera reforma de la Universidad no sea emprendida en esta hora de mutaciones liberales que se perfilan en el país, destinadas a la creación de un clima de tolerancia y avance universitario, con representaciones auténticas de sindicato y aptas para el diálogo entre las diversas corrientes de opinión.

Conocida la adhesión supina de las autoridades universitarias a las autoridades gubernamentales, es de prever que el documento de los médicos no será considerado.

VANDEBURIE DETENIDO

Agentes de la Dirección General de Seguridad han puesto la mano sobre el presidente de la U. N. E. F. ido a Madrid para manifestar a los estudiantes españoles la solidaridad de los universitarios franceses. Vandeburie acababa de tomar parte en una reunión libre concurrida por más de mil estudiantes en el propio recinto universitario. El rector alega que para tal reunión no había recibido solicitud de permiso ni siquiera indicación de la «intromisión» de un delegado francés en la Universidad española. Permiso para asambleas, ese señor no lo da ni puede darlo, puesto que la voluntad mayoritaria, en la España de Franco es considerada «ilegal».

En el momento de ser arrestado, Vandeburie salía de la Facultad de Filosofía, en la que pudo pronunciar un discurso a los reunidos animándoles en la defensa de su justa causa, prometiéndoles al mismo tiempo el apoyo de los colegas galos. Lo particular del caso Vandeburie es que dos horas antes no acudía a la asamblea estudiantil, dio una conferencia de Prensa a la luz del día, sin que a la policía se le ocurriera detener al conferenciante. Se le dejó penetrar, pues, en el recinto de Filosofía para señalar una «ingerencia del extranjero en los asuntos españoles». ¿Tanta delicadeza ahora, cuando un Rossi italiano fue dueño absoluto de Mallorca, los alemanes directores del Estado Mayor franquista, y los americanos dueños económicos de la España de los años 50 y más? Vandeburie fue liberado y

luego expulsado de España. Llegado a París ha declarado: «La situación en España es explosiva. Las brutalidades de la policía contra los estudiantes son inquitantes. Las detenciones se suceden, la persecución está al orden del día. Durante las manifestaciones del 2 y 3 de febrero, 250 personas fueron arrestadas. Hubo además 80 heridos graves y 40 profesores han sido destituidos a partir del 1° de enero en Barcelona. Esta semana, 12 militantes del S. D. E. han sido detenidos en sus domicilios sin que se haya dado nota de donde están encerrados.»

NOTAS SUELTAS

En Sevilla la Asociación Profe-

sional de Estudiantes oficial se ha disuelto por acuerdo de sus afiliados. Bravo.

Una comisión de la U. N. E. F. «rató de penetrar en la Embajada española de París para pedir explicaciones sobre la detención de su presidente, sin que fuera recibida. Unos centenares de estudiantes se personaron ante el mismo caserón del boulevard Malesherbes, siendo recibidos, por dos veces, por la policía.

La Federación Internacional de Estudiantes Universitarios no reconoce sino a los sindicatos españoles de estudiantes libres.

En Salamanca, incluso en la Facultad Pontifical la mitad de sus alumnos se ha declarado solidaria de los estudiantes encar-

celados o expulsados de las aulas por delito de asociación libre.

La reapertura de la Universidad de Barcelona (que lleva quince días cerrada) estaba fijada para el 17 de febrero. Por su parte, los estudiantes el mismo día se proponían declarar nueva huelga general con asamblea general en cada centro universitario del país, esta vez de acuerdo con ciertos elementos obreros. Programa de esta huelga proyectada: Salario mínimo de 250 pesetas, semana de 44 horas, libertad sindical, liberación de estudiantes y obreros encarcelados.

Como se ve, programa de actualización antifranquista no falta. ¿Para que luego se hable del referéndum!



MANIFESTACION ESTUDIANTIL EN LYON

TODOS los días, por diferentes medios de información, nos llegan noticias de la lucha que sostienen la clase obrera y los estudiantes por los mismos derechos y conjuntamente veces. En todas partes de España la juventud inquieta y rebelde reclama libertad y respeto por los derechos del hombre. Pensar que estos hombres del mañana se los puede hacer callar, o conformar fácilmente a estacazo limpio como hace la policía franquista, no resulta ya posible. La juventud no tiene miedo, no lo tuvo nunca; dice, reclama, y exige lo que es de derecho en un mundo en el que todos sabemos cómo está hecho.

La protesta, solidaria para con el pueblo español en su lucha contra el régimen de Franco, prende en muchas ciudades de Alemania, Bélgica, Argelia, según las últimas noticias, y ahora también en Francia.

En Lyon, en los últimos días de enero y primero de febrero, y a tenor de la constancia con que se suceden las manifestaciones de obreros y estudiantes españoles, hemos podido presenciar una gran manifestación estudiantil en pleno centro de la ciudad, Place Terreaux y rue Grenette, de la cual ilustra la foto que acompaña esta pequeña reseña. En esta ocasión, el consulado franquista se ha visto obligado a cerrar sus puertas y a pedir la protección de la fuerza pública.

El diario «Le Progrès» publicó al efecto un suelto de los estudiantes que dice: «Teniendo conocimiento A. G. E. L. del reciente desarrollo de las luchas sindicales de los estudiantes y obreros españoles, esta asociación estima que la característica esencial de estos esfuerzos es el objetivo formulado en 1965 por la asamblea libre de estudiantes para la necesaria solidaridad con los trabajadores, desde ahora cumplimentado. Nosotros nos felicitamos de la amplitud del movimiento estudiantil por la conquista de las libertades sindicales significando sin duda que esta reivindicación va estrechamente ligada al deseo universal de demo-

cratización verdadera de la sociedad. La A. G. E. L. ve en la acción de nuestros amigos españoles signo de la madurez creciente del movimiento estudiantil y de la dirección clandestina del sindicato que lo dirige, o sea la F. U. D. E.

«La A. G. E. L. se repite solidaria de estas luchas e interesa a los estudiantes de Lyon para que se apresten a corresponder la llamada a la opinión mundial que acaban de lanzar los estudiantes españoles.

«Por es sostén de su lucha; por la democratización de la universidad y la sociedad española; por la puesta

en libertad inmediata de todos los estudiantes y obreros detenidos! ¡Manifestemos!»

Ya era hora que se comprendiera el por qué de las luchas del pueblo español, lo que representa aquel régimen, residuo del nazismo alemán y del fascismo italiano. Y cual es la suerte de toda esta juventud inquieta y estudiantil que se preocupa por el porvenir que le sustraen: de la vergüenza que representa hoy día la existencia en Europa de una España amordazada, de un régimen totalitario fascista sostenido por los americanos que debe ser barrido por los españoles conjuntamente con la Europa libre y progresista.

RODAMA

Los emigrados españoles en Francia

TREINTA años después de la Revolución española los vejámenes que sufre el pueblo español no han cambiado un ápice bajo la cruz y la espada.

Cuando miramos el panorama que nos ofrece vemos esa masa que está compuesta de familias que emigran del «paraíso» franquista. No, de pena, a veces, la baja mentalidad que les señala, y que nos dispensen los que se hallan preparados para llevar su óbolo hacia la causa del pueblo.

Dichos emigrados en buena mayoría piensan ganar mucho dinero. Su primer arranque será comprar el auto

«CIUDAD CAIDA» (BARCELONA)

Narración viva de una revolución y una guerra presenciada por un mozaibete. Un libro que estimará toda persona una vez leído. La tremenda epopeya de un pueblo presenciada por la mirada virgen de la infancia. Es un libro del compañero J. Carmona Blanco. Impresión terminada. Suscripción por adelantado, en esta Administración, y en la de «Espoir», 10 francos.

de marca X y en vacaciones ir de turistas a España, correr kilómetros, visitar familia y amigos y contarles el repertorio de rigor. «En Francia vivimos holgados, el piso que habitamos es nuevo, los muebles de la última moda, con televisor, frigorífico, máquina de lavar, y el auto ya lo ven, no es nuevo, pero...»

Todos estos compatriotas a quienes, desde luego, desamos mucha salud y suerte, resultan más felices aquí que con el régimen de tiranía que persiste en España. Pero desearíamos a estos emigrados que pensarán ganar mucho dinero para bien vivir, pero no trabajando jornadas excesivas, cuando hoy trabajando lo máximo 5 horas por día el mundo del trabajo podría disfrutar parte de esas horas que le roban los zánganos y holgazanes. Pensar así les permitiría poder emancipar moralmente para la cuestión social y humana. Si un día estos hombres recién llegados, hicieran un alto para pensar, comprenderían que si los dictadores y sus regímenes se eternizan en los puestos que no les pertenecen, nosotros los que lo producimos todo podríamos derribarlos; pues si un día los pueblos del

planeta dejan de ser indiferentes, el trabajador mundial tendría la partida ganada.

Nosotros hace treinta años que combatimos al fascismo por España y por la libertad del pueblo. En aquella época perdimos lo mejor de nuestra generación; jóvenes y hombres maduros allá en montes, llanos, y ciudades, defendiendo la verdadera paz, la fraternidad y la justicia social para todos los hombres.

Volviendo a los emigrados de aquí y a los no emigrados de allá, si todos los que llenan campos de fútbol y plazas de toros no olvidaran que existen librerías y bibliotecas, podrían ser de gran utilidad para ellos y el país. Deber de todos es superarse en todos los aspectos de la vida para hacer frente a los tiranos, explotadores y cristeros, todos ellos de la misma casta. Libres de todos ellos, también el deporte sería libre sin taquillas ni habrá primeras ni segundas, todo fácil para asistir a diferentes distracciones que organizaría con la más gran armonía la juventud ávida de salud y de saber.

J. B.

Caracasana.

unos ministros de Gil Robles en el Poder. Nada, no había términos medios para los mineros y sus agitadores: o comunismo, o fuera los de Gil Robles. En puridad, gran alegría fue para ellos la tal entrada en el Gobierno, burdo pretexto para la subversión.

Hay todavía otro factor. La minería asturiana, no menos tradicionalmente, se viene sosteniendo artificialmente, en condiciones antieconómicas para la economía general. Tan es así, que Salvador de Madariaga decía, a propósito precisamente de la revolución asturiana de 1934: «Los mineros asturianos eran obreros bien pagados (en una industria deficitaria) que, por frecuente colusión entre patronos y obreros venían obligando al Estado a sostenerla a un nivel artificial y antieconómico que una España bien organizada habría de revisar.» (Todavía decía más ese excelente historiador y hombre de bien probado izquierdismo que es Madariaga: «El alzamiento de 1934 es imponderable... Con la rebelión de 1934, la izquierda española perdió hasta la sombra de autoridad moral para condenar la rebelión de 1936.»)

Somos refractarios a esa actitud (que no es solamente española) de ver comunistas en todas partes. Pero donde los hay, los hay. No son, desde luego, comunistas los trece mil huelguistas de ahora, pero si algunos de los que se esconden tras ellos. Esos trece mil hombres pudieran (Dios no lo quiera) ser buen material inflamable, aun cuando no sean comunistas. Y sería estúpido olvidar ciertas aplastantes lecciones de la Historia...

SOLIDARIDAD ESTUDIANTIL INTERNACIONAL

Estudiantes y obreros. Obreros y estudiantes se hallan en la brecha. A la cabeza de las rebeliones posibles, nobles, dignas de aplauso y de respeto. Y del más acendrado apoyo. Aunque se dé el caso — que si que se da — de que muchos de los actos y de las protestas se hallan orientados por aquellos que aspiran a obtener prestigio, voz, confianza, para en el futuro hallarse al frente de toda actividad social. Para nadie es un secreto que el catolicismo militante toma la iniciativa y la responsabilidad de buena parte de los movimientos huelguísticos que si producen por toda España, ¿Lograrán hacer triunfar sus planes?... Todo se trata de copar la banca al adversario mediante una intervención directa y decidida.

En cada región, en cada comarca, en cada ciudad y pueblecito quedan aun — cabellos encanecidos — suficiente número de veteranos militantes que se entregan a la brega, que lanzan su voz, que impulsan a su manera los movimientos locales o de fábrica: Urge coordinar posibilidades dispersas y aportar algo más que una impresión de simpatía, a objeto de vertebrar los muchos existentes en vistas a una acción conjunta...

Los estudiantes así lo realizan. ¿Cuentan con mayores posibilidades que los obreros? Puede que sí. De todas formas su acción es ejemplar. Los estudiantes pasan las fronteras en todas las direcciones despertando simpatía y solidaridad. Varios son ya los estudiantes franceses que en gesto solidario atraviesan los Pirineos. Algunos de ellos en contacto con los jóvenes libertarios. Otros sin partidismo determinado.

Se trata ahora del caso del presidente de la Unión Nacional de Estudiantes de Francia (U.N.E.F.). Pierre Vandeburie se halló en los calabozos franquistas por haber participado en un acto de solidaridad con los estudiantes españoles en rebelión. Una simple conferencia efectuada en la Facultad de Letras de Madrid a la que Pierre Vandeburie aportó todo el repudio de los estudiantes franceses hacia la dictadura de Franco y toda la simpatía para con los estudiantes y los obreros huelguistas.

COSAS QUE EN EL MUNDO PASAN

Existe en los medios políticos franceses — en los socialistas — un club titulado «Louise Michel». El nombre de la «virgen roja» sirve así de «appât» a campañas de carácter electoral. En el norte de Francia son los comunistas quienes explotan el nombre de «la buena Luisa». Existe en París una estación de «Metro» bautizada «Louise Michel». En Drancy, así como en otras barriadas y pueblos de Francia, existen calles con el nombre de la que fue una sencilla y abnegada militante. Iconoclasta, siendo militante. Si, en París se conoce un grupo anarquista francés que se reclama de «Louise Michel». Pero en verdad son gentes ajenas a la ideología de la «heroina» las que explotan su memoria y la deforman hasta el grado de no saberse ya cual era el pensamiento de la citada.

No es caso único el de Luisa Michel. Se explotan otros nombres para fines diametralmente opuestos a los que en vida se proponían quienes sufrieron persecución, cárcel, miles tropelías y murieron muchas veces olvidados o escarnecidos. De la misma manera se utilizan textos, citas, hechos... No habrá pasado desapercibida, en «Mourir à Madrid», la secuencia que correspondió al entierro de Durruti. En la película de Rossif aparece el acto como una manifestación del Partido Comunista Español... Sobre el fondo se destaca la «Casa C.N.T.-F.A.I.» Pero las primeras hileras y el féretro de Durruti desaparecieron bajo la goma. Un hábil fotomontaje realizó el resto. ¿Quién va a desmentir, ante tal «documento», la potencia y la popularidad del Partido Comunista Español?

Palais de la Mutualité, París

DÍA 16 DE ABRIL DE 1967:



Celebración de la XII JORNADA CONFEDERAL de Primavera, dedicada a la reafirmación del potencial comunista en el exilio, y a la Solidaridad Obrera en lo concerniente al Festival Artístico de la tarde.

Por la mañana, celebración del Mitin convocado por la Confédération Nationale du Travail, con participación de la Confédération Nacional del Trabajo.

Por la tarde, la fiesta de arte acostumbra, con Programa superior cual es ya costumbre, el cual esta vez empezamos presentando a nuestro querido amigo y artista imprescindible en nuestros actos similares,

CARLOS MENDIA

tenor de mérito y voz espléndida, y hombre de inagotable simpatía.

Tenemos otros artistas buenos en «cartera», cuya lista iremos desgarrando en este seminario durante las semanas que nos separan de la fecha arriba indicada.

Mientras tanto, que los compañeros de la Región Zona Norte y de las Regionales vecinas, se preparen para lograr que la JORNADA CONFEDERAL que se acerca sea tanto o más espléndida que en años anteriores.